

Un jeune historien allemand s'interroge

Comment transmettre la mémoire de la déportation ? L'exemple du « Groupe Deuxième Génération » à Langenstein-Zwieberge.

« Comment raconterai-je à mes enfants ce qui s'est passé à Langenstein-Zwieberge¹ ? » C'est avec cette question que commence l'histoire du Groupe Deuxième Génération. Posée lors d'une réunion au Mémorial de Langenstein-Zwieberge par le fils d'un ancien détenus, elle sert d'idée directrice pour la première rencontre d'un petit groupe de personnes venues de toute l'Europe qui a lieu, à l'invitation de la directrice du Mémorial, au mois de septembre 1998. Comme l'indique le nom choisi par ce groupe, ses membres sont tout d'abord des enfants d'anciens déportés de ce camp de concentration. Ensuite, des citoyens allemands du même âge habitant la région ainsi que la directrice du Mémorial et son adjointe se joignent à eux. Enfin, au fil des années, des petits-enfants d'anciens déportés et des jeunes Allemands de la région intègrent également ce groupe².

Lors de la première rencontre, les participants entament une réflexion sur les objectifs du Groupe Deuxième Génération. Comme les anciens détenus de ce camp approchent de leur quarante-vingtième anniversaire, une question s'impose : comment transmettre ce que ces hommes ont vécu en déportation lorsqu'ils ne seront plus là pour en parler ? Après discussions, ce groupe international se fixe deux missions principales : d'une part, recueillir et conserver les souvenirs des derniers survivants ; d'autre part, concevoir et organiser de nouvelles formes de transmission de l'histoire et de la mémoire.

Afin de mener à bien la première mission, les membres du groupe réalisent des interviews d'anciens détenus du camp de Langenstein-Zwieberge. Les témoignages de 19 déportés de cinq pays différents sont enregistrés et, par la suite, transcrits et traduits afin d'être utilisés dans le cadre de l'exposition du Mémorial. Pour accomplir la deuxième mission, il est

décidé de conduire des actions symboliques censées transmettre la mémoire et l'histoire de ce camp de concentration d'une autre manière que les méthodes « traditionnelles » (dépôts de gerbes, allocutions, musique, etc.). Mises au point lors des séminaires annuels du Groupe Deuxième Génération, ces « actions » se déroulent dans le cadre des « Journées de rencontre»³ organisées par le Mémorial de Langenstein-Zwieberge. Ayant lieu sur le site même, elles illustrent des aspects de l'histoire de ce camp de concentration. En outre, ces projets combinent la transmission de faits historiques avec des projets mémoriels. Parmi les huit « actions mémoire » qui ont eu lieu depuis 2002, je me propose d'en décrire trois en détail⁴.

2003 : « C'est un homme »

Dans les témoignages des survivants, les appels journaliers jouent un rôle important. Nombreux sont ceux qui évoquent les longues heures d'attente par tous les temps sur la place d'appel, comptages qui se prolongeaient en cas de différences entre les hommes présents et leur nombre sur le papier. L'idée qui présidait à l'« action mémoire 2003 », était de montrer que les personnes en haillons présentes à cet endroit qui souffraient de la faim, du froid et de la vermine étaient des hommes et non des matricules par lesquels les nazis les désignaient.

Ainsi ont été plantés, sur l'ancienne place d'appel, 5 160 piquets en bois. Ce nombre n'a pas été choisi au hasard ; il s'agissait du nombre maximum de détenus du camp atteint le 18 février 1945. À chaque piquet était attaché un petit fanion portant l'inscription : « C'est un homme ». C'était une réponse à la question posée par Primo Levi⁵. Elle a été réalisée dans les trente-trois langues qui ont été parlées dans le camp.

Dès le début de l'année 2003, des visiteurs individuels ainsi que des groupes venant au Mémorial avaient planté les piquets et préparé les fanions dans les différentes langues. Lors de l'inaugura-

tion de l'« action mémoire » au mois d'avril 2003, le poème de Primo Levi *Si c'est un homme* a été lu dans les langues parlées par les membres du Groupe Deuxième Génération. Par la multitude de piquets et de langues, les visiteurs du Mémorial qui ont vu cette installation temporaire pendant les 18 mois suivants, ont pu se faire une idée du grand nombre de déportés présents à cet endroit en 1944-1945, ainsi que de leur diversité culturelle. Il n'est donc pas étonnant que ce projet ait connu un grand écho auprès de la population locale. Touchés et sensibilisés par cette action symbolique, on peut escompter que les visiteurs ont pu développer les mêmes réflexions que le fils d'un déporté italien qui, lors de l'inauguration, avait dit : « Ils n'étaient ni les matricules, ni les "Stück"⁶ auxquels les nazis avaient voulu les réduire. C'était des hommes ! ».

2005 : La marche de la mort

Rappelons qu'au mois de février 1945, près de 6 000 hommes sont détenus au

1 - Langenstein-Zwieberge (code : « B 2 » ou « Malachit ») était un camp extérieur de Buchenwald qui a existé entre avril 1944 et avril 1945. Parmi les quelque 7000 déportés passés par ce camp, 997 étaient français.

2 - Outre l'Allemagne, les membres du « Groupe Deuxième Génération » viennent de France, d'Italie, de Lettonie, des Pays-Bas, de Pologne, de Russie et d'Ukraine.

3 - Depuis 1991, ces journées sont organisées tous les ans au mois d'avril à l'occasion de la célébration de la libération du camp de Langenstein-Zwieberge. Outre les commémorations sur les lieux de mémoire du camp, des discussions d'anciens déportés avec des élèves et des étudiants de la région ont lieu. Pendant un après-midi, des rencontres entre d'anciens déportés, leurs familles et des familles habitant le village de Langenstein sont également organisées.

4 - Sur le site du Mémorial des victimes du camp de concentration de Langenstein-Zwieberge sont présentées toutes les « actions mémoire » de 2002 à 2009 (en langue allemande) : <http://www.sachsen-anhalt.de/LPSA/index.php?id=35741>.

5 - Ce chiffre ne se réfère qu'aux détenus du grand camp. Le petit camp (« camp Junkers »), établi au début de l'année 1945, a atteint son maximum quatre jours plus tard avec l'arrivée du dernier grand transport. Avec 852 détenus et 5124 autres au grand camp ce 22 février 1945, le nombre maximum s'élève donc à 5976 détenus.

6 - Dans la version allemande, son livre ainsi que le poème *Se questo è un uomo* ont été publiés sous le titre « *Ist dies ein Mensch ?* ».

7 - Référence à l'unité dans laquelle les détenus ont été comptés par les nazis ; ce terme se traduit par pièce.

grand et au petit camp de Langenstein-Zwieberge. Pendant les semaines suivantes, le nombre des morts ne cesse de croître. Ce sont des dizaines par jour. Le 9 avril 1945 — lors du dernier appel — le nombre des détenus est de 4 900. Avec l'approche de l'armée américaine, environ 3 000 hommes sont jetés sur les routes par les SS pour une « marche d'évacuation » vers l'Est. Celle-ci sera une « marche de la mort » pour plus de 80 % des déportés. Pendant la réunion du Groupe Deuxième Génération au mois de septembre 2004 est donc prise la décision de consacrer le prochain projet à la mémoire des hommes qui ont enduré la « marche de la mort ». Non seulement cette tragédie pendant les derniers jours du III^e Reich a fait plus de morts que toute une année de travail forcé et de misère dans les tunnels ou dans le camp, mais encore, la plupart des victimes ne sont même pas connues par leur nom. Jetés dans des fosses communes avec des victimes d'autres évacuations, enterrés à la hâte à côté d'une chaussée ou morts de faim et de misère après leur évasion, beaucoup de déportés disparaissent sans laisser de traces.

Ainsi, le Groupe Deuxième Génération choisit une idée qui renoue avec l'action symbolique de 2003. Sur les premiers cinq cents mètres de cette route d'une longueur totale de 320 km sont plantés 3 000 piquets. Une pancarte est attachée à chaque piquet, avec le nom, la date de naissance ainsi que la date et le lieu du décès de tous ceux pour lesquels ces informations sont connues. D'autres pancartes arborent l'inscription : « C'est un homme », réalisée lors de l'avant-dernière action. Sur d'autres pancartes sont inscrits des extraits de témoignages de survivants ainsi que des récits d'habitants des villes et villages traversés par les colonnes de la « marche de la mort ». Au musée lui-même est installé un panneau indiquant la route et les lieux où reposent des victimes. Pendant toute l'année 2005, cette petite installation a été complétée par des témoignages de visiteurs qui, à l'époque, ont vu marcher les colonnes ainsi que par des biographies de déportés disparus lors de la « marche de la mort ». L'« action mémoire 2005 » commence le 27 janvier, à l'occasion du jour commémoratif pour les victimes du national-socialisme. Des roses rouges sont déposées en bas des premiers piquets plantés. Sur les pancartes figurent les noms de 25 victimes. 25 hommes parmi 2 500 qui ont trouvé la mort. Avant cette cérémonie, des amis du Mémorial de Langenstein-

Zwieberge habitant la région avaient évoqué la mémoire de l'évacuation du camp de Langenstein-Zwieberge en récitant des témoignages de survivants de cette « marche de la mort ».

Le 9 avril 2005, jour du 60^e anniversaire du départ forcé des déportés, les participants des « Journées de rencontre » suivent la route de la marche. Ce tour en autobus les mène jusqu'à Wittenberg, la ville de Luther. En 1945, des dizaines de déportés y avaient été massacrés en plein centre-ville — un événement tragique qui n'est pas entré dans la mémoire collective de cette ville. L'« action mémoire » qui a débuté cette année-là le 27 janvier, s'est poursuivie jusqu'au 10 avril. Quant au panneau affichant des informations sur la « marche de la mort », il a trouvé sa place au musée du Mémorial. En outre, il continue d'être complété par des informations trouvées dans les différentes archives ou fournies par des familles d'anciens déportés.

2007 : Les pierres de mémoire

Le 10 janvier 1945, les SS font sortir un petit groupe de détenus du camp. Sur une hauteur à quelques centaines de mètres du camp, ceux-ci doivent creuser une grande fosse. C'est dans cette fosse et dans quatre autres creusées à côté, que sont jetés les cadavres des hommes qui meurent durant les dernières semaines de l'existence du camp. Auparavant, les corps avaient été transportés au crématoire municipal de Quedlinburg qui se trouve à quelques kilomètres du camp. Avec l'augmentation rapide du nombre des morts, celui-ci ne suffisait plus. Ainsi, 700 à 800 victimes sont jetées dans ces fosses communes.

Au mois de septembre 1949, peu avant la création de la République démocratique allemande, un premier monument est inauguré à cet endroit. André Leroy, président de la Fédération Internationale de la Résistance, assiste à la cérémonie et y prend la parole. Dix-neuf ans plus tard, en 1968, le monument est remplacé par un mémorial. Avec son grand plateau, celui-ci va avoir une double fonction : lieu de mémoire et lieu de rassemblement pour les manifestations antifascistes. Pendant les années qui suivent la réunification de l'Allemagne en 1990, les réflexions sur le devenir du monument sont entamées. Outre son aspect « monumentaliste », celui-ci est critiqué parce que les noms des victimes reposant à cet endroit n'y sont pas inscrits. Le fait de pouvoir lire leurs noms et leurs données personnelles ne revêt pas seulement une

grande importance pour ceux qui y ont perdu un ami ou un membre de leur famille en leur donnant une identité, il est également nécessaire pour le travail pédagogique du Mémorial de Langenstein-Zwieberge. Les décisions pour le réaménagement de cet ensemble sont prises en 2003, mais les travaux tardent à être lancés.

C'est dans l'intention de soutenir le Mémorial de Langenstein-Zwieberge que le Groupe Deuxième Génération décide alors de sensibiliser le public à cette situation. À l'occasion des « Journées de rencontres 2007 », ses membres commencent, avec le concours de jeunes de la région, une nouvelle « action mémoire ». Celle-ci veut rendre lisibles, pour la première fois, les 772 noms connus des victimes du camp de concentration de Langenstein-Zwieberge reposant dans les fosses communes situées près du monument du Mémorial. Durant toute une année, 68 groupes ainsi que des personnes individuelles participent à l'« action mémoire » en écrivant les données des victimes sur les pierres en grès provenant du système souterrain creusé par les déportés du camp entre 1944 et 1945. Après avoir déposé leurs « pierres de mémoire », beaucoup de participants profitent de l'occasion pour noter leurs sentiments et pensées dans un livre dédié à cet événement.

Au mois de septembre 2009, les pierres sont toujours là. La pluie a délavé la plupart des noms, quelques pierres se sont désagrégées, les travaux n'ont toujours pas commencé. Promis pour le soixantième anniversaire du premier monument, l'inauguration du nouveau mémorial a encore été reportée d'un an. Toutefois, les premières plaques commémoratives avec les noms et les données personnelles des victimes ont été réalisées. Outre des descendants des victimes, ce sont des citoyens allemands habitant la région qui ont fait des dons pour leur financement. Certains d'entre eux se sont même adressés aux archives de la Croix-Rouge pour en savoir plus sur l'homme dont ils souhaitaient tirer le nom de l'oubli.

Conclusion

Il est évident que les personnes qui connaissent l'histoire du camp de concentration de Langenstein-Zwieberge — et surtout ceux qui l'ont vécue — voient cet endroit avec d'autres yeux qu'une personne qui y arrive pour la première fois. Très probablement, cette dernière remarque d'abord le joli paysage dont le

contraste avec les horreurs du camp a été décrit avec émotion par des survivants. Mais il ne reste pratiquement plus de vestiges de l'ancien camp. Seuls les tunnels creusés par les détenus, dont une petite partie est accessible pour les visiteurs depuis 2005, peuvent donner une idée des atrocités subies par les déportés.

Certes, l'exposition au musée du Mémorial et les tableaux d'information qui guident les visiteurs sur les traces de l'histoire de ce camp fournissent beaucoup de renseignements. Mais à côté de l'information historique, l'art s'est également révélé comme un moyen pour transmettre aux générations futures ce que les déportés ont vécu à cet endroit. C'est à travers des poèmes, des dessins ou des pièces de théâtre que d'anciens déportés, des membres de leurs familles ainsi que des collaborateurs et amis du Mémorial se sont exprimés.

Faisant partie de ces familiers de l'histoire du camp de Langenstein-Zwieberge, les membres du Groupe Deuxième Génération sont allés plus loin en combinant l'artistique et le symbolique. Leurs « actions mémoire » impliquent les visi-

teurs du Mémorial qui, pour la plupart, sont originaires de la région. Ainsi, la participation et l'engagement citoyen jouent un rôle déterminant. Misant sur la curiosité, ces événements temporaires sont censés susciter des réflexions. Il en résulte non seulement une prise de conscience créant de l'empathie pour le sort des hommes qui, à l'époque, ont souffert à cet endroit, mais aussi un engagement civique et démocratique dans le monde d'aujourd'hui.

Pour le 65^e anniversaire de la libération du camp en 2010, le Groupe Deuxième Génération a décidé de mettre en avant d'autres lieux importants aux environs du camp, à savoir la gare de Langenstein, le bâtiment des pompiers du village et la « Grange ». C'est à la gare que les déportés sont arrivés avant de traverser le village en direction du camp de concentration. Sur le même chemin est prévue une marche avec des haltes pour réciter des témoignages en rapport avec ces lieux. Après la gare, ce sera le bâtiment des pompiers où des détenus évadés du camp ont été emprisonnés après leur arrestation. La troisième lecture aura lieu

sur l'emplacement de l'ancienne grange qui avait abrité les détenus avant la construction du camp. L'arrêt suivant sera marqué devant le musée du Mémorial, lieu de départ pour la marche de la mort en avril 1945. Au terme de ce parcours d'environ cinq kilomètres, une dernière lecture aura lieu devant le monument du Mémorial. Comme pour les années précédentes, cette « action mémoire » visera la participation de la population locale qui, encore trop souvent, ignore l'histoire de ce lieu sinistre. ●

Henning Fauser⁸

Étudiant en Master 2 « Histoire moderne et contemporaine »
à l'École normale supérieure - Lettres et sciences humaines Lyon

8 - Participant aux « Journées de rencontre » en tant qu'interprète depuis 1999, Henning Fauser poursuit des recherches sur l'histoire du camp de Langenstein-Zwieberge, ainsi que sur celui d'Halberstadt, sa ville natale. Il tient à remercier Birgit Apfelbaum, Arnaud Boulligny et Nicole Mullier pour leur relecture attentive de l'article et pour leurs suggestions précieuses. Parallèlement à ses travaux universitaires, Henning Fauser rejoint régulièrement l'équipe de recherche de la Fondation pour la mémoire de la Déportation à Caen et lui apporte un concours très apprécié. Pour le contacter : henning.fauser@gmail.com ou fmdcaen@yahoo.fr.

Le Concours national de la Résistance et de la Déportation

Le Concours national de la Résistance et de la Déportation mobilise chaque année des élèves des classes de Troisième, Seconde, Première et Terminale. Avec un taux de participation moyen de 42 000 élèves sur les dix dernières années, il demeure le concours annuel facultatif le plus fréquenté au sein de l'éducation nationale.

La participation des élèves et le caractère passionné de leur travail, qui vient en surcroît du travail normal de l'année scolaire, attestent qu'ils y trouvent un enrichissement personnel.

Ce concours s'impose désormais comme

un terrain privilégié de mémoire et d'histoire impliquant le système scolaire, (professeurs, inspecteurs, directeurs, élèves) mais aussi l'État, des témoins, des associations d'anciens résistants et déportés, des familles et des bénévoles. L'une de ses caractéristiques réside dans la coexistence de quatre approches qu'il n'est pas toujours aisément de concilier : l'histoire, la mémoire, la politique et la pédagogie, sources de tensions d'autant plus redoutables qu'elles concernent l'espace scolaire, c'est-à-dire un public « captif ».

Le concours a été créé en 1961 par le ministre de l'Éducation nationale, mon-

sieur Lucien Paye. Il préexistait à cette officialisation sous forme d'un Prix de la Résistance, organisé par les Combattants volontaires de la Résistance (CVR), attachée à une conception élitaire de la Résistance. Des initiatives locales comme le prix Pierre Kaan (créé en 1954 dans l'Allier), ou les prix de la résistance insatirés dans le Nord-est de la France (Moselle, Territoire de Belfort) permettent de situer l'origine du mouvement au milieu des années 1950, avec pour objectif premier d'exalter des figures locales de la Résistance.

Henri Bailly, secrétaire général de la CNVR est à l'origine de l'institutionnalisa-



Hgjh sgd hjggqsg dqghdsjqjskdqsjlkdjqsd qsdjkfsdjghfhfdfjhsdhgskljdfqsjfdqjsljfqqlks

sation du concours à l'échelle nationale. Le concours répondait à des préoccupations diverses : pour les uns, à un engagement dans l'action civique et pédagogique héritée de la Résistance, pour les autres à une recherche de forme pédagogique possible de commémoration de la Seconde Guerre mondiale.

Dans les années 1980, s'ouvre une période de turbulences internes sous la double action de mutations intervenues chez les principaux acteurs et de l'évolution de la mémoire de la guerre.

Cinq périodes pourraient être distinguées dans l'histoire du concours :

• 1^{re} période : jusque vers 1966, il s'agit d'une période de rodage au cours de laquelle le concours n'existe pas dans tous les départements, ne concerne pas les mêmes classes, ne regroupe pas les mêmes associations (la CNCVR n'est pas seule impliquée) et propose des sujets différents. Le patronage du ministère, jusque-là purement formel, devient progressivement plus effectif sous l'action d'une personnalité marquante, l'inspecteur général Louis François. Une commission ministérielle chargée de « perpétuer le souvenir de la Résistance et de la déportation » élaboré des propositions qui serviront de base pour l'organisation du concours pendant une dizaine d'années : ouverture aux classes de Troisième et Terminale, thème annuel déterminé par un jury national composé d'un inspecteur général de l'Instruction publique, et de personnalités de la Résistance ; les sujets locaux sont laissés au choix de jurys départementaux

constitués à l'initiative de l'inspecteur d'académie, la sélection des candidats est double : niveau départemental et national, enfin les candidats concourent à partir de travaux individuels effectués en temps limité, sous forme d'une rédaction.

La remise solennelle des prix s'effectue à Paris, sous la présidence du ministre de l'Éducation nationale, à l'issue d'un voyage de quelques jours consacré à la visite des hauts lieux de la Résistance.

• 2^e période En 1973, le concours devient officiellement « concours national de la résistance et de la déportation », pour intégrer la déportation considérée dans sa globalité. Les périodiques des fédérations (*Le Déporté pour la FNDIR* et *Le Patriote Résistant pour la FNDIRP*) publient des encarts pour guider la préparation. Leur influence comme celle du Réseau du souvenir, au sein du jury, reste cependant marginale au regard du poids des deux principaux acteurs, Henri Bailly et Louis François. Il en résulte des confrontations parfois vives entre représentants de l'Éducation nationale et membres des associations.

• 3^e période : fin des années 1970. En 1977 est publié un arrêté précisant l'organisation du concours et désignant les organismes entrant dans la composition du jury national. Il s'en suit un concert de revendications de la part de ceux qui n'y sont pas et qui demandent à y participer.

Le concours devient alors un enjeu, à une époque caractérisée par des instrumentalisations concurrentes de la

mémoire de la guerre et par un débat politique intérieur très vif.

Cette période s'accompagne d'une ouverture pédagogique intéressante qui se traduit par l'introduction de deux nouvelles catégories de concurrents : les mémoires collectifs de troisième et de LEP, en 1979 et ceux de terminale en 1991.

L'évolution est également sensible dans la préparation qui utilise des outils pédagogiques nouveaux. Dans le même temps, le secrétariat d'État aux ACVG initie, au début des années 1980, sous l'impulsion de la DMIH, une politique de commémorations et s'associe désormais au concours.

Le concours, initié par la CNCVR lui échappe alors, l'organisation matérielle étant confiée au Comité d'accueil de la Ligue de l'enseignement. Des heurts se produisent parfois au sein du jury national devenu quelque peu pléthorique avec 33 participants dont 20 représentants d'associations. Le ministère affirme alors son autorité et le concours devient un concours scolaire, organisé par les pouvoirs publics, avec les conséquences que cette mesure implique quant à la forme et au fond.

• 4^e période : Vers la fin des années quatre-vingt, commence une nouvelle ère. La participation des élèves devient difficile à évaluer du fait de leur attrait croissant pour les travaux collectifs et de l'impact des actions commémoratives sur le taux de participation, d'une année sur l'autre. La remise des prix perd, pendant un temps son caractère solennel : aucun ministre n'est plus présent à la cérémonie

nie qui n'a plus lieu dans le cadre du 8 mai. L'objectif qui consistait à faire décrire par les jeunes candidats leur réaction face à l'action héroïque d'autres individus, s'infléchit vers un mode plus commémoratif, tout en conservant le rapport individuel des candidats avec les témoins de la période. L'introduction en 1987 de personnalités de la résistance et de la déportation, puis en 1991 de personnes morales, représentatives des associations de déportés juifs, et des Fondations héritières du monde associatif, ajoute parfois aux tensions internes du jury national.

On assiste dans le même temps à une remise en cause de ce type de concours et de son objet par des professeurs qui doutent de son opportunité à l'heure de la construction européenne et de la fin de la « Deuxième Guerre mondiale », et souhaitent une orientation tournée davantage vers la construction européenne ou les droits de l'homme. Enfin l'influence de la conjoncture internationale, avec l'écroulement du rideau de fer et l'éclatement du monde soviétique, bouleverse les référents traditionnels en usage dans la société, tandis que la disparition des témoins conduit pas mal d'enseignants à être réservés quant à l'avenir du concours, qu'ils souhaitent voir s'ouvrir à d'autres problématiques plus actuelles.

- 5^e période : Depuis le début des années 2000, le concours a fonctionné sur les errements antérieurs, avec alternance entre thème à dominante « Résistance » et thème à dominante « Déportation ». En 2008, un nouvel arrêté d'organisation paraît, à la suite de suggestions des membres du jury national procédant à un double constat : d'une part certains sujets départementaux se trouvent sans rapport avec le thème national, suscitant protestation et démotivation d'enseignants ayant préparé inutilement « leurs candidats ». Ce constat est à l'origine d'une disposition visant à faire harmoniser désormais les sujets départementaux au niveau des rectorats.

Parallèlement une évolution s'est à nouveau imposée dans la composition du jury national et des jurys départementaux pour tenir compte de l'évolution du paysage associatif issu de la Seconde Guerre mondiale et de l'apparition de fondations : Fondation pour la mémoire de la Déportation en 1990, Fondation de la Résistance en 1993, Fondation de la France Libre en 1994, toutes les trois héritières des associations issues des

Bilan du Concours national 2008-2009 Rappel du thème : les enfants et les adolescents dans le système concentrationnaire nazi.

Chiffres globaux de participation pour le concours de mars 2009

Lycées (devoirs individuels)	Nombre de lycées	460
	Nombre de participants	6 380
Lycées (travaux collectifs)	Nombre de lycées	336
	Nombre de participants	5 002
Lycées (travaux audiovisuels collectifs)	Nombre de lycées	99
	Nombre de participants	1 086
Collèges (devoirs individuels)	Nombre de collèges	1 087
	Nombre de participants	22091
Collèges (travaux collectifs)	Nombre d'établissements	657
	Nombre de participants	7 902
Collèges (travaux audiovisuels collectifs)	Nombre de collèges	233
	Nombre de participants	2 091
Total des participants		44 552

années d'après-guerre et qui avaient fédéré les déportés, les résistants ou les Français Libres ; Fondation Charles de Gaulle (1992) et Fondation pour la Mémoire de la Shoah en 2000, créées sur d'autres bases. Ces Fondations ont intégré ou demandé à intégrer le jury national. Elles y sont désormais incluses. Deux d'entre elles toutefois, la Fondation de la Résistance et la Fondation pour la mémoire de la Déportation sont plus particulièrement impliquées et assurent, en alternance la réalisation et la diffusion du dossier-guide destiné à tous les établissements scolaires. Ce travail est effectué au sein de commissions pédagogiques regroupant les différentes composantes du jury, de la mémoire associative, des enseignants, des représentants des ministères.

L'arrêté de 2008 a vu apparaître une catégorie nouvelle d'épreuve, qui prend en compte les réalisations audiovisuelles collectives sur supports numériques (dvdrom), épreuves à la correction desquelles le CSA (Conseil national de l'Audiovisuel) est associé depuis son entrée au jury national.

Les évolutions récentes se caractérisent par un poids accru des fondations dans le jury national et dans la pérennisation de l'histoire et de la mémoire de la Seconde Guerre mondiale à mesure que s'érode celui des associations. Ce phénomène tient à la vocation généraliste et au rôle naturel de pôle de synthèse d'histoires plurielles des fondations.

Parallèlement, la raréfaction des témoins soulève la question du devenir du lien intergénérationnel qui nourrissait et nourrit encore, mais difficilement, le travail de préparation des candidats. Ce lien ne trouvera aucun substitut que la voix enregistrée des témoins, selon le principe qu'il ne peut y avoir de « témoin de témoin ». L'orientation à donner en conséquence au concours, s'il veut rester attractif et « motivant », consiste donc à allier réflexion critique sur le passé, sur l'histoire telle qu'elle s'est déroulée et sur la mémoire en général, et réflexion critique sur le présent et la construction de l'avenir ». Dans la mesure du possible, il est souhaitable que la préparation des candidats fasse l'objet d'une approche pluridisciplinaire, alliant histoire, art, littérature, média, bioéthique, sciences sociales, bref de toutes les disciplines relatives aux sciences humaines.

L'une des bizarries du concours réside dans son succès important au moment où une désaffection s'empare des formes commémoratives de la Seconde Guerre mondiale. Sans doute parce qu'il induit une réflexion historique à partir d'événements singuliers de la seconde guerre mondiale qui heurtent la conscience humaine. Sous cet angle il contribue indubitablement à la formation civique des générations successives. ●

Yves Lescure

Concours annuel de la meilleure photographie Palmarès 2009

Le concours 2009 de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire a fait l'objet de 62 photographies provenant de 48 candidats, (répartis en 16 candidats des collèges, 31 candidats des lycées et un candidat qui, n'ayant pas indiqué son établissement n'a pu concourir), soit un taux un peu inférieur à celui de l'année précédente (129 photos et 68 candidats).

Les épreuves ont été soumises au jury qui a été invité à délibérer le 21 octobre 2009. Après examen de chaque envoi

et du commentaire accompagnant, le jury a décerné :

- Le 1^{er} prix à Thibault Tezenas du Montcel (Lycée Jean Moulin – Draguignan-83)
- Le 2^e prix à Guillaume Vogel (Collège Jean-Jaurès – Sarreguemines 57).
- Le 3^e prix Nina Pavlovic (Lycée Molière – Paris.)
- Une mention à Guillaume Vogel pour sa photo (non diffusée) de la potence du camp de Natzweiler Struthof.

Une croix au cimetière américain de Draguignan. Les deux drapeaux américains et français au pied de la croix du soldat H.E. Lovelle symbolisent la mémoire de l'union des deux nations dans la lutte pour la libération du territoire et contre la barbarie nazie.

Quand on regarde cette photographie, une question nous vient tout naturellement à l'esprit : qui est cet homme enterré avec tant d'autres dans un cimetière américain du sud de la France ? Que fait-il là et pourquoi sa croix a-t-elle été choisie pour représenter les autres ?

Cet homme, c'est Harry E. Lovelle, un soldat américain de la seconde guerre mondiale, un aviateur. S'il est enterré ici, c'est parce qu'il est mort au combat : le 25 mai 1944, après une mission de sabotage réussie en vallée du Rhône, son avion le « Lucky Lady » est abattu par les avions Allemands : il s'écrase près d'Agay. Durant la guerre, son corps a été rapatrié dans ce cimetière avec près d'un millier d'autres — 861 exactement — et nous permet aujourd'hui d'ouvrir des réflexions ou tout simplement un souvenir.

Et justement, dans notre mémoire collective, ces combattants devraient être rapprochés des résistants car leurs combats et leurs actions étaient identiques : sabotage de points importants dans le



1^{er} prix (cimetière américain de Draguignan)

territoire, même allemand, tels que des ponts, des tunnels ; destructions des usines de munition. Surtout, il se battait pour les mêmes valeurs, valeurs qui forment aujourd'hui notre devise nationale : liberté, égalité et fraternité. On se rend alors bien compte que ce combat a forgé notre démocratie, raison pour laquelle tout citoyen se doit de s'en rappeler et de l'analyser.

Si je l'ai choisi lui plutôt que l'un des autres, c'est parce que ce combattant symbolise à lui seul le rapprochement que cette guerre a fait naître entre les États-Unis et la France. En effet, son rôle durant cette guerre équivalait à celui d'un résistant. Sa sépulture est en France mais dans un territoire offert aux États-

Unis, et il a de plus une pierre tombale érigée à son nom à Iowa dans l'Illinois, son État d'origine. C'est justement ce rapprochement entre les deux États qui est illustré par les drapeaux français et américain installés pour le « Memorial Day » (le jour de la mémoire aux États-Unis) et qui se chevauchent symboliquement.

La sépulture de ce soldat représente donc l'alliance entre deux pays et le combat qu'ils ont dû fournir ensemble pour arriver à vivre libres et en paix, elle nous permet de nous souvenir et de mesurer notre passé commun et ses conséquences présentes dans notre vie citoyenne.

Thibault Tezenas du Montcel

d'un lieu de mémoire



2^e prix (Mémorial de l'Holocauste à Berlin)

*Un, deux, trois...
Mais combien y'en a-t-il ?
Et ces passants qui montrent du doigt
Ces dalles qui, à leurs yeux, sont une famille*

*Ces couloirs entre les dalles qui descendent
Font penser à la descente aux enfers
À la terreur errante
Et à la mémoire de ce qu'ils ont souffert*

*Ce lieu de mémoire
Pierres érigées de l'Holocauste
Donne voix au sang, à la peur,
À l'horreur des juifs martyrisés
Aujourd'hui encore et demain...*

Guillaume Vogel

« Raconte-moi »

Grouleleng, jeune fille de 17 ans, déiste, venant du Togo, se retrouve face à une petite fille inconnue, juive. Cette image d'une rencontre entre deux générations, deux croyances et deux passés différents invite à une réflexion sur le sort d'enfants innocents lors des guerres. Que sépare Grouleleng de ce destin ? L'époque dans laquelle elle vit et sa naissance dans une catégorie acceptée. Le « pourquoi pas moi ? » est omniprésent dans les esprits. Élève participant au Relais de la Mémoire

Junior elle s'ouvre au dialogue avec ceux qui, quand ils avaient son âge, se sont retrouvés à lutter pour vivre dans les camps de concentration. Aujourd'hui à l'aide d'un poème que nous avons rédigé elle demande à cette petite fille son histoire, car nous sommes tous sujet à ce destin, d'où la volonté de regarder le passé pour construire le futur.

Moi qui suis née

Dans un monde où règne la paix,
Je veux connaître ton passé
Pour l'empêcher de se répéter
Et construire le futur à l'aide de ce qui est arrivé

De tes parents éloignés,
Sans comprendre tu fus raflée



3^e prix (Monument à la mémoire des crimes racistes et antisémites à Paris)

Tu fus alors blessée.
Mais ne cherchant pas à te réfugier,
Comme une mère tu aidas les nouveaux nés.

Là-bas, tu fus déportée.
Ton destin était déjà tracé.
Dans une chambre on t'a emmené
Et ta vie à peine entamée,
Fut alors terminée.

Enfance abandonnée,
Adulte prématurée,
Tout bonheur supprimé.
Espoir enlevé,
Pour un seul crime, être né.
et comme réponse :
« Si le ciel était du papier et si toutes les mers du monde étaient de l'encre, ils ne

suffiraient pas pour que je vous décrive ma souffrance et tout ce qui se passe autour de moi »

Chaïm, 14 ans assassiné
au camp de Pustkow
tiré du livre *je veux revoir maman*

J'aime particulièrement cette photo prise à la suite d'une visite de Paris à la recherche de mémorial dont nous avaient parlé les déportés rencontrés. Je tiens à celle-là à cause de l'échange entre Grouleleng et la petite qui n'ont pas grand-chose en commun. Je pense au malheur de cette époque que jamais notre génération ne comprendra. Mais ce que notre génération peut faire c'est écouter les survivants et transmettre leur histoire pour ne pas que ça se reproduise et nous préserver l'avenir. La Seconde guerre mondiale et les morts durant cette période ne doivent pas être considérés comme du passé à oublier, mais comme du passé dont on se sert pour le présent d'où la photo en couleur. Le fait que Grouleleng ait 17 ans c'est un espoir pour l'avenir, un peu comme si la jeune fille lui transmettait une flamme pour le futur. De cet angle, on voit l'attention de Groulegeng, les 3 enfants, la femme enceinte, le nom du sculpteur et la phrase de mémoire.

Nina Pavlovic

Publications recommandées

Le Roman des Glières

La résistance des républicains espagnols au plateau des Glières
Les maquis espagnols en Haute-Savoie, 1941-1944

Véronique Olivares Salou
Michel Reynaud

Avant-propos de Jean-Louis Crémieux-Brilhac



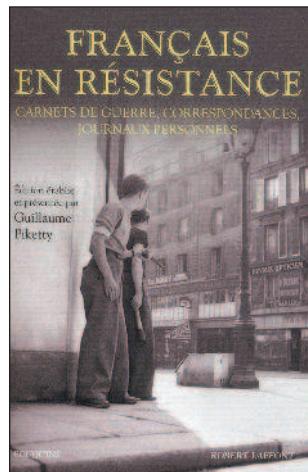
PRIX LITTÉRAIRE DE LA RÉSISTANCE

Éditions Tirésias

Crémieux-Brilhac, Éditions Tirésias, Paris 2007. 224 pages.

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS. PRIX LITTÉRAIRE DE LA RÉSISTANCE.

Ce livre, captivant à plus d'un titre, se situe à mi-chemin entre le récit romancé d'une véritable épopée et un travail de reconstruction historique. Il rappelle la part prise par les réfugiés espagnols aux côtés des résistants français, dans la constitution du maquis des Glières et la lutte héroïque quiacheva ce grand épisode de résistance, jusqu'à l'ordre de repli et de cessation finale du combat, devant la supériorité de l'ennemi aidé par la Milice et la collaboration. (16 € port en sus).



Piketty Guillaume, Français en Résistance Carnets de guerre, correspondances, journaux personnels, éditions Robert Laffont, collection Bouquins, Paris 2009, 1 170 pages. (30 €)

Un recueil passionnant de biographies et de notes personnelles (ou de récits) de certains des principaux acteurs de la Résistance et chefs militaires français

pendant la guerre de 1939-1945, dont, entre autres, Pierre Brossolette, Philippe Leclerc de Hauteclocque, Louis Martin-Chauffier, René Plevén. Un livre documentaire de référence indispensable.

L'euthanasie

nationale-socialiste

Hartheim Mauthausen (1940-1944)

Claude Bessone
Jean-Marie Winkler

Préface de Lionel Richard



Bessone Claude et Winkler Jean-Marie

L'euthanasie nationale socialiste Hartheim Mauthausen, préface de Lionel Richard, Éditions Tirésias, Paris 2005. 126 pages + 56 pages en couleur sur le mémorial du château d'Hartheim.

Ce livre retrace l'histoire d'un des principaux centres « d'euthanasie » du IIIe Reich, son implication dans le processus d'élimination des malades dits « mentaux » lors de l'opération T4, puis dans le processus de l'action 14F13 qui lui a fait suite (élimination des « bouches inutiles », c'est-à-dire des malades jugés inaptes au travail dans les camps de concentration). Il indique en outre les zones d'ombre qui subsistent quant au nombre global de victimes sur le site d'Hartheim, du fait de la disparition de la plupart des archives.

Ce travail apporte un éclairage incontestable et inédit à qui s'intéresse à cet aspect des crimes nazis, en établissant la chronologie des faits, en formulant des hypothèses sur les victimes, fondées sur une analyse rigoureuse des événements contemporains à ces crimes, des traces et des témoignages recueillis, enfin ouvre un champ de réflexion sur la façon dont l'Autriche a fait face, avec plus ou moins de courage et de volonté politique, après guerre, à cette mémoire criminelle à laquelle elle avait pourtant pris toute sa part, après l'Anschluss. (17 € port en sus).